



DECLARATION LIMINAIRE

CTL
11 juin 2018

Monsieur le Président,

Lors des dernières mobilisations à la DGFIP, les agents ont démontré toute leur détermination pour faire entendre leur mécontentement et leur colère face aux décisions du gouvernement, s'attaquant notamment à leur pouvoir d'achat au travers du gel de la valeur du point d'indice, la réinstauration du jour de carence, la hausse de la CSG...

Les agents de la DGFIP ont également exprimé leur ras-le-bol quant aux suppressions d'emplois et restructurations incessantes.

Les collègues ont aussi exprimé leur attachement au véritable service public et leurs inquiétudes face aux perspectives du processus « *Action publique 2022* », véritable offensive contre le service public, le statut général et les statuts particuliers.

En effet, le gouvernement a chargé un comité de pseudo-experts, tous plus libéraux les uns que les autres, de formuler des propositions.

CAP 2022 nous promet du sang et des larmes : des missions de service public seront purement et simplement abandonnées ou bradées au secteur marchand.

Pour le gouvernement, il s'agit avant tout d'**offrir au marché des pans entiers du service public au mépris de l'intérêt général et dans le seul but de continuer à supprimer des emplois statutaires.**

Pour **FO**, le statut de la fonction publique n'est pas négociable ! Il est hors de question de développer la précarité avec des recrutements de contractuels en lieu et place d'agents sous statut.

Les 4 millions de fonctionnaires méritent autre chose, de la part du gouvernement et du Président, qu'une destruction idéologique de leurs statuts, garant de la continuité et de la neutralité républicaine.

Pour Force Ouvrière, défendre et promouvoir le statut, c'est défendre la République une et indivisible, en lui assurant démocratiquement une neutralité au service de tous et donc de chacun.

D'ores et déjà, l'objectif affiché du gouvernement est de supprimer 50 000 emplois dans la Fonction Publique d'État.

Il se murmure que la DGFIP pourrait être mise à contribution à hauteur de 20 000 suppressions d'emplois...voire 30 000... ! ! ! !

Ces chiffres vertigineux nous font bien évidemment craindre le pire pour les collègues, nos services et nos missions.

Ces suppressions s'ajouteront à la pénurie d'effectifs qui est déjà criante puisque, depuis 2002, notre administration a vu ses effectifs réduits de plus de 32 000 agents, plus de 22 000 depuis la fusion.

Années après années, ce sont de **véritables plans sociaux** qui ne disent pas leur nom et qui asphyxient totalement les services, avec des conséquences désastreuses sur les conditions de travail.

Pour résister, la DGFIP fusionne, regroupe, concentre afin de pouvoir continuer à assurer ses missions de service public le moins mal possible.

Les suppressions d'emplois, couplées aux fermetures de structures, accélérées par l'Adaptation des Structures du Réseau (ASR), se poursuivent à un rythme infernal. Les agents doivent s'adapter à marche forcée aussi bien à de nouvelles méthodes de travail et de management, qu'à un criant manque de moyens humains et matériels.

Pour **FO DGFIP** la coupe est plus que pleine de ces projets pléthoriques, générant autant d'inquiétudes auprès des agents et de conséquences sur leurs conditions de travail.

L'ordre du jour de ce CTL prévoit encore la destruction de 5 trésoreries et de 1 SIE.

Les taux de grévistes enregistrés ces dernières semaines confortent d'ailleurs les résultats négatifs du dernier baromètre social : **deux tiers des agents pensent que leurs directions n'évoluent pas dans le bon sens.**

L'inversion de la courbe de la morosité et du mal-être des personnels n'est clairement pas à l'ordre du jour et atteint même un niveau historique si l'on se réfère au dernier observatoire interne de 2017, puisque :

- 54 % (41 % en 2013) des personnels jugent le rythme de changement à la DGFIP trop rapide ;
- 68 % (64 % en 2013) des personnels estiment que la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens ;
- 67 % (52 % en 2013) des personnels ne sont pas optimistes concernant leur propre avenir au sein de la DGFIP ;
- les cadres A et A + cotent, respectivement, leur stress au travail à 6,7 et 7,1 sur une échelle de 10.
- Les cotations sont de 6,5 pour la catégorie B et 6,3 pour la catégorie C.

Dans un tel contexte, **les conditions de travail à la DGFIP continuent de se détériorer**, en raison d'une élévation de la charge mentale qui pèse sur les agents ce qui provoque une augmentation des pathologies physiques et psychiques.

FO DGFIP, considère qu'il y a urgence à effectuer un véritable état des lieux au sein de notre Administration pour mettre en adéquation les charges lui incombant, et les moyens alloués.

Pour **FO DGFIP** le plan d'action mis en place par la Direction Générale, depuis 2008, qui a abouti aux divers dispositifs existant désormais (DUERP, comité national de suivi du plan d'actions, EDD, TBVS etc...) n'est pas une réponse adaptée.

En effet ce plan, qui multiplie les outils de constats, n'a pas démontré son efficacité pour améliorer les conditions de travail des personnels, à défaut de s'attaquer aux causes réelles et criantes de cette dégradation.

L'empilement de mesures pseudo-curatives, dont les dernières en date sont la « charte des bonnes relations au travail », la cellule d'écoute psychologique ou encore la « semaine de la qualité de vie au travail », **ne sont que des palliatifs, quelquefois provocateurs, à une situation devenue dramatique.**

FO DGFIP réitère sa revendication d'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations incessantes, ainsi que son exigence de pourvoir à toutes les vacances d'emploi. Nous dénonçons à nouveau la politique menée par la Direction nationale et les Directions locales consistant à occulter la question des effectifs comme cause essentielle des risques psychosociaux.

Après le report des mesures PPCR, le gel du point d'indice, l'augmentation de la CSG non compensée dans le temps, la réduction des taux de promotions et la ré-instauraton du jour de carence, les dernières annonces gouvernementales sont une attaque violente et inacceptable contre les fonctionnaires qui sont devenus les boucs émissaires de notre pays, qui sont accusés de tous les maux et qui doivent porter la responsabilité du déficit financier de la France.

De plus la reconnaissance du travail des agents est devenue au-delà des mots ministériels, une coquille vide avec la suppression du Plan de qualification ministériel. L'abandon du PQM vient s'ajouter à l'exaspération des personnels.

Devant cet acharnement à tout détruire, tant au niveau national que local, les représentants FO DGFIP, forts du syndicalisme libre et indépendant de FORCE OUVRIERE depuis 70 ans, continueront inlassablement à se battre pour tous les agents et toutes les missions de la DGFIP et pour le Service public républicain au service de tous et non des seuls « premiers de cordée » !